

Ensemble, mettons fin à l'appétit des actionnaires de Mittal!

LCR

Mittal et Sarkozy, complices contre les sidérurgistes !

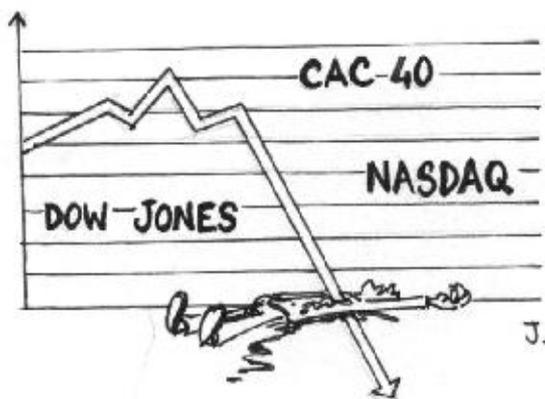
Le couperet de la rentabilisation est tombé sur l'usine de Gandrange, 595 emplois sur les 1100 existants seront définitivement supprimés. Les métallos concernés seront certes reclassés sur des sites en Moselle ou au Luxembourg mais est-ce que la casse a vraiment été limitée, comme le disent quelques responsables syndicaux ou n'est-ce que le début d'une restructuration beaucoup plus profonde de la sidérurgie dans toute la Grande Région ?

De plus, qui se soucie réellement des centaines d'intérimaires qui vont subir directement les effets du plan de suppression ? Pour eux, il n'y a aucun reclassement, tout comme pour les salariés de la sous-traitance, les éternels oubliés de toutes les restructurations !

ArcelorMittal promet le maintien des activités sidérurgiques sur la région au-delà de 2012 avec l'investissement de quelques 330 M€ pour le site de Florange. L'investissement annoncé sur les quatre prochaines années n'est pas négligeable, mais les exigences du groupe en matière de retour rapide sur investissement, 150 M€ dans un délai rapproché, implique une augmentation importante de la productivité qui se fera au détriment des salariés.

Malheureusement, l'appétit carnassier des actionnaires qui ont sacrifié Gandrange sur l'autel des profits ne s'est guère heurté à une résistance sérieuse.

En janvier, il semblait que le personnel du site de Gandrange était prêt à défendre les emplois menacés et à organiser une riposte d'envergure. Ensemble avec les autres usines de la sidérurgie et en coordination avec des entreprises menacées dans la Grande Région, il était possible de faire bouger les choses. Mais en vérité, les sidérurgistes se sont fait balader depuis la prestation de Sarkozy lors de son meeting à l'usine. Les histoires de contre plans industriels élaborés avec des cabinets d'experts où les syndicats se sont concurrencés, n'ont été que de la poudre aux yeux pour occuper l'espace social et les délégués, pendant que Mittal ficelait son plan en collaboration avec le gouvernement Fillon et en jouant astucieusement sur les divisions intersyndicales. La stratégie de l'expertise a cantonné les salariés dans un rôle de spectateurs.



Peu importe les belles présentations et calculs prévisionnels affichés dans les contre plans, les actionnaires d'Arcelor Mittal s'en balancent. L'usine leur appartient et n'importe quel plan alternatif se heurte impérativement à la question de la propriété.

Les actionnaires de la multinationale n'ont pas d'état d'âme !

L'existence de toute une région leur importe peu. Le bénéfice net en 2007 de 7,5 milliards d'euros, en progression de 30% sur un an, est généré par le travail des salariés. Il s'entache aussi des victimes d'accidents du travail. Au début de l'année, 30 mineurs ont été ensevelis dans une mine de Mittal au Kazakhstan

où les conditions d'exploitation sont épouvantables. Mais il ne faut pas nécessairement habiter le Kazakhstan pour se faire tuer en travaillant chez Arcelor-Mittal. Plusieurs salariés ont perdu leur vie au cours de l'année 2007 sur différents sites sidérurgiques de la Grande Région. Encore récemment, 2 métallos sont morts près de Liège.

La sidérurgie a été depuis le début des années 1970, une formidable machine à engraisser le patrimoine de quelques familles. Des De Wendel au baron Seillière hier, jusqu'à Mittal aujourd'hui, les gouvernements ont toujours contribué à leur enrichissement et il était naïf de croire qu'avec Sarkozy les choses auraient pu être autrement.

Une restructuration en cache toujours une autre.

Tout indique qu'une restructuration décisive du marché de l'acier vient de commencer. Elle fait partie de la logique inhérente à la concentration des capitaux enclenchée par la fusion entre Arcelor et Mittal. Rebelote dans cette partie de poker capitaliste où il importe de procéder à un nouveau partage des parts de marché. Les moyens sont connus : fermeture des sites dont l'infrastructure est amortie, délocalisation vers les pays du Tiers Monde,

filialisation, mise en concurrence des différentes catégories de salariés selon leurs contrats de travail ou leurs nationalités, cadences de travail infernales.

Il ne faut pas se faire d'illusion : Gandrange n'est qu'une première phase du processus, d'autres vont suivre.

Le site de Schiffange au Luxembourg, se trouve en relation étroite avec Gandrange. Après un court délai de grâce, il risque à nouveau d'être dans la ligne de mire, même si la direction affirme pour l'instant le contraire.

Compter sur ses propres forces !

Les sidérurgistes n'ont certainement perdu ni leur force, ni leur capacité d'action, mais pour s'opposer aux nouveaux Maîtres de forge du capitalisme globalisé, il est plus que jamais nécessaire de s'organiser sans se limiter à un seul site et sans s'arrêter aux frontières nationales. Dans cette Europe de la concurrence libre et non faussée, il faut créer de nouvelles résistances.

A la propriété privée des usines et moyens de production, il faut opposer la propriété publique, collective et le contrôle démocratique exercé par les salariés, leurs organisations, la population et ses élus.

Montrons leur que nos vies valent bien plus que leurs profits !

- ✓ Nous devons exiger qu'ils nous rendent ce que nous avons produit.
- ✓ Imposons une convention collective unique, avec une grille de salaire européenne basée sur la situation la plus favorable pour tirer les acquis sociaux vers le haut.
- ✓ Imposons la défense de l'emploi, avec une échelle mobile des heures de travail basée sur le principe des 35 heures hebdomadaires étendu à tous les sites de la Grande Région.

Voilà à quoi devrait servir en priorité, la coopération des syndicats au-delà des frontières nationales ! Tous ensemble, donnons nous les moyens de l'imposer !



Ligue Communiste Révolutionnaire

section de Metz et section transfrontalière Longwy-Luxembourg : lcr57@nomade.fr / rouge57.chez-alice.com.